

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, à BBC Newsnight le 15 novembre 2004, sur les relations franco-britanniques, la situation en Irak, les rapports franco-américains et américano-européens.

QUESTION - Monsieur le Président, comme vous le savez, l'Entente cordiale signifie en anglais "compréhension amicale". Est-ce que vous accepteriez l'idée que la compréhension entre l'Angleterre et la France, ces jours-ci, a été quelque peu endommagée en particulier par la guerre en Irak ?

LE PRESIDENT - Non, je ne crois pas qu'on puisse dire que la compréhension ait été endommagée. Je crois qu'elle existe, même si sur tel ou tel point nous pouvons avoir des divergences de vues, ce qui est normal entre deux grands pays. Mais fondamentalement, la compréhension est bonne et, sans aucun doute, elle est amicale.

QUESTION - Vous avez, Monsieur le Président, toujours estimé que la guerre en Irak était illégale. Diriez-vous maintenant que cela a été un échec ?

LE PRESIDENT - Vous savez, j'ai eu dès le départ une position simple : je pense que le droit d'ingérence est un droit qui doit être reconnu, mais qui ne peut s'exercer que dans le cadre d'une décision internationale, qui aujourd'hui relève naturellement de l'ONU. Cela n'a pas été le cas et je l'ai regretté. J'ai pensé dès le départ que ce serait une opération longue, difficile et hasardeuse. Je n'ai pas changé d'avis, même si je souhaite de tout coeur que la dernière résolution de l'ONU pour sortir de la crise et restaurer en Irak la paix et la démocratie soit effectivement une réussite. La France est associée d'ailleurs, elle a voté la résolution et est associée à l'effort dans ce sens. Enfin, je reconnais que les objectifs me paraissent encore difficiles à atteindre.

QUESTION - M. le Président, pensez-vous que le monde soit plus sûr maintenant qu'on n'a plus Saddam Hussein, comme l'a répété à maintes reprises le Président Bush, ou au contraire que c'est un monde plus dangereux pour les Français et pour d'autres peuples de par le monde ?

LE PRESIDENT - Sur la personnalité de Saddam Hussein, je n'ai naturellement pas de divergence de vues, notamment avec nos amis britanniques. Il était nécessaire d'agir pour mettre un terme à l'action d'un homme qui était, au fil des ans, devenu au sens propre du terme, un tyran. Les conséquences, tant sur le peuple irakien que sur le plan international, sont plus difficiles à apprécier. Est-ce que le monde est plus sûr ? Je n'en suis pas certain dans la mesure où, certes le départ de Saddam Hussein a été quelque chose de positif, mais qu'il a aussi généré des réactions, des mobilisations de la part d'un certain nombre de pays ou d'hommes et de femmes en terre d'Islam, qui ont rendu le monde plus dangereux. Il est certain que nous voyons bien une augmentation du terrorisme, qui trouve l'une de ses origines dans la situation en Irak. Donc je ne suis pas sûr que l'on puisse dire que le monde soit plus sûr.

QUESTION - Alors, est-ce que cela ne vous préoccupe pas que sur cette grande question de notre époque, la France soit perçue par certains, dont le Premier ministre Allaoui, comme une simple spectatrice en quelque sorte, des événements en Irak, et non pas en tant que pays participant à ce qui s'y passe ?

LE PRESIDENT - J'ai naturellement entendu le Premier ministre Allaoui évoquer quelques

critiques à l'égard de la position de la France, c'est son droit le plus strict. Je veux simplement vous rappeler que la France a voté la résolution des Nations Unies et qu'elle est prête à participer à tout ce qui pourra rendre à l'Irak sa souveraineté et, je l'espère, ses capacités de développement. Et nous serons présents dans ce domaine : nous le serons pour la formation des moyens policiers et militaires dont un Etat a besoin. Nous le serons sur le plan des dettes de l'Irak dans des limites raisonnables et qui puissent être acceptables, en particulier, pour les pays les plus pauvres et endettés. Nous le serons pour faciliter les choses au nouveau gouvernement irakien. C'est d'ailleurs la position que nous prendrons à Charm-el-Cheikh, dans quelques jours, à l'occasion de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de la région et des pays du G8.

QUESTION - M. Le Président, même si vous êtes tout à fait disposé à utiliser des troupes en Côte d'Ivoire ou ailleurs pour poursuivre vos intérêts, est-ce que vous restez sur votre position, à savoir qu'il n'y aura jamais de troupes françaises en Irak pour essayer de faire avancer les choses, même s'il y a un gouvernement irakien élu, l'année prochaine ?

LE PRESIDENT - Dans l'état actuel des choses, je n'imagine pas qu'il puisse y avoir de troupes françaises en Irak. Vous évoquez la Côte d'Ivoire, le problème est tout à fait différent : la France agit en Côte d'Ivoire sous le mandat de l'ONU et sous un mandat unanime de l'Union africaine, ça n'a rien à voir.

QUESTION - Colin Powell, qui a donné sa démission mais a été une figure de proue de l'administration Bush, a dit qu'il souhaitait de la France et de l'Allemagne, un soutien financier accru, un soutien clair au gouvernement en vue des élections, et le soutien à une mission de l'OTAN en Irak. Pouvez-vous donner ces garanties ?

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord saluer Colin Powell dont j'ai appris la démission. C'est un homme pour qui j'avais de l'estime et de l'amitié. Pour ce qui concerne le soutien à un gouvernement irakien qui sortira des élections, je puis vous assurer qu'effectivement, la France participera, dans le cadre que j'ai précisé tout à l'heure, au soutien d'un gouvernement irakien qui pourra rétablir l'indépendance, la sécurité et la démocratie en Irak, et assurer la transition normale, avec le départ prévu de la coalition du territoire irakien.

QUESTION - Qu'obtiendront-ils, car je suis sûr qu'étant donné la forte influence de la France dans le monde arabe, vous ne souhaitez pas donner l'impression au gouvernement irakien que vous leur dites : "Vous avez des élections l'année prochaine, vous avez un gouvernement démocratique, c'est votre problème et nous n'allons pas vous aider". Qu'allez-vous faire, concrètement ?

LE PRESIDENT - Je vous l'ai dit tout à l'heure, et l'on peut le développer indéfiniment : nous apporterons notre soutien politique et éventuellement sur le plan technique, dans les domaines pour lesquels nous serons sollicités, par exemple la formation, et également sur le plan économique, pour ce qui concerne la dette en Irak, dans des limites raisonnables et à la suite des conversations qui ont lieu au club de Paris. Nous apporterons notre soutien. Nous souhaitons que le peuple irakien s'exprime souverainement et démocratiquement, qu'un gouvernement sorte de cette consultation et que ce gouvernement développe une organisation démocratique au bénéfice de tous les Irakiens. Nous serons à ses côtés dans cette mesure et dans cette action.

QUESTION - Quand vous félicitez M. Bush pour sa réélection, vous dites dans le message que vous espérerez travailler avec lui dans esprit de dialogue, d'estime et de respect mutuel. Est-ce que vous pensez effectivement que vous allez obtenir ce respect mutuel, surtout de la part du Président des Etats-Unis ?

LE PRESIDENT - Non seulement je le pense, mais j'en suis tout à fait convaincu. Je sais bien que la médiatisation moderne conduit à mettre en permanence l'accent sur ce qui ne va pas, par rapport à ce qui va, et sur l'instant par rapport au temps ou à une certaine vision des choses. Je rappelle qu'entre les Etats-Unis et la France, il y a une très ancienne coopération, amitié, solidarité, qui se sont exprimées dans l'histoire pendant deux siècles, de façon permanente et qui n'ont jamais été mises en cause. Je vous signale qu'aujourd'hui les Etats-Unis et la France coopèrent dans des domaines très importants pour la vie du monde de demain, qu'il s'agisse de

la lutte contre le terrorisme, de la lutte contre les armes de destruction massive et la prolifération. Sur le terrain, de l'Afghanistan aux Balkans, nous sommes tout à fait en coopération.

Vous évoquiez tout à l'heure la Côte d'Ivoire, nous avons le soutien tout à fait clair des Etats-Unis pour la position et l'action de la France en Côte d'Ivoire et en Afrique en général. Ne confondons pas toujours une situation globale qui est celle de l'amitié, de l'entente, du respect et de l'attachement au lien transatlantique, avec une divergence de vues qui s'est clairement exprimée dans un domaine particulier qui était celui de l'Irak et où nous n'avons pas fait la même analyse des choses. Par conséquent, nous l'avons dit et nous allons en tirer les conclusions. Mais ce n'est pas pour cela que notre relation est mise en cause, naturellement.

QUESTION - J'utilise le terme 'respect mutuel' de votre message, M. le Président, parce que le Président Bush lui-même a dit lors de la campagne électorale que l'utilisation de troupes américaines en Irak ne devra jamais être assujettie à un veto de la France. C'est le genre de choses que l'on disait à l'époque de la guerre froide. Et je crois que la France, vous serez d'accord avec moi, mérite mieux que cela.

LE PRESIDENT - Le Président des Etats-Unis a pris une position qui était d'intervenir militairement en Irak. La France avait une position différente, fondée sur deux sentiments : le premier c'est que la guerre est toujours la plus mauvaise des solutions, celle qu'il faut adopter lorsqu'il n'y en a pas d'autres, parce qu'elle est porteuse de drames, de mort. Et deuxièmement, lorsqu'elle doit être faite si l'on ne peut pas faire autrement, ce doit être la décision de la communauté internationale et non pas une initiative de tel ou tel pays ou groupe de pays. Voilà, la France a toujours eu cette position, elle en a tiré les conséquences. Et si le problème se reposait, autrement ou ailleurs, la France ne changerait pas de position.

QUESTION - Mais la position américaine est également toujours la même. Colin Powell a dit que le Président Bush n'allait pas changer sa politique étrangère agressive, de même pour la France. Alors j'ai l'impression que rien changé de part et d'autre ?

LE PRESIDENT - L'Amérique a sa propre position dans cette affaire. Le Président américain a dit qu'il n'en changerait pas, ce que je peux parfaitement comprendre. La France a la sienne, elle n'en changera pas non plus, et ce n'est pas irrespectueux l'un par rapport à l'autre. Nous avons deux analyses différentes, nous en tirons des conclusions différentes. L'Histoire dira probablement qui avait tort et qui avait raison.

QUESTION - Dans la culture populaire américaine, on entend ces temps-ci les gens dire des tas de choses sur les Français, en des termes parfois assez triviaux. Il paraît qu'on ne parle plus de 'french fries' c'est-à-dire de frites françaises, mais de 'freedom fries', c'est à dire de frites de la liberté. On a parlé des Français comme des lâcheurs, mangeurs de fromages. Tout cela démontre un manque de respect de la part des Etats-Unis, vis-à-vis d'une puissance comme la France ?

LE PRESIDENT - Vous savez, je ne dirai pas "manque de respect" des Etats-Unis, je dirai "manque de respect" d'une minorité un peu agitée par rapport à la France, car je peux vous dire que tous les Français qui vont aux Etats-Unis et tous les Américains qui passent leurs vacances en France, et Dieu sait qu'ils sont nombreux, ont un comportement qui n'a pas changé. C'est-à-dire un comportement d'estime, d'amitié, de respect. Et j'observe qu'ils ont toujours à l'égard de nos fromages, de nos frites ou de nos vins, un goût tout à fait positif et qu'ils ne cachent pas. Donc ne vous laissez pas impressionner par quelques campagnes issues de quelques milieux excités. En tous cas, je peux vous dire que cela ne m'impressionne pas du tout et que je n'en tire aucune conséquence, notamment aucune conséquence négative à l'égard du sentiment général des Français et du gouvernement français vis-à-vis des Etats-Unis.

QUESTION - A Pékin, vous avez parlé d'une tendance à adopter une culture anglo-saxonne, ce qui signifierait l'étouffement, en quelque sorte, de toutes les autres cultures et vous avez parlé de catastrophe écologique. Que craignez-vous de la culture américaine ?

LE PRESIDENT - Je me permets de vous dire d'abord que ce propos est issu d'une dépêche qui ne correspondait à aucune réalité et qui d'ailleurs a été infirmée. Je n'ai jamais tenu les propos que l'on m'a prêté dans cette dépêche et dans les heures qui ont suivi, d'ailleurs, le démenti a été clairement apporté par moi naturellement, mais surtout par l'organe de presse concerné.

Donc le problème n'est pas là

Donc le problème n'est pas là.

Je ne crains rien de la culture américaine, je respecte cette culture qui est brillante et qui a des moyens d'expression considérables, qui s'exprime au travers d'une des langues les plus importantes de la planète. Je dis simplement que la diversité culturelle est une chose tout à fait essentielle. On ne peut pas avoir un monde marqué par une monoculture. On a toujours à apprendre de la culture des autres et c'est la raison pour laquelle j'ai toujours dit que lorsqu'une langue, lorsqu'une civilisation fût-elle modeste disparaît, c'est une grande perte pour l'humanité. Parce que l'humanité est riche de ses diversités et elle doit faire en sorte de ne pas les mettre en cause. C'est cela que je veux dire et ce n'est pas du tout une contestation, naturellement de la culture américaine qui est une grande culture. C'est simplement l'affirmation d'une réalité, c'est que tous les hommes ont quelque chose à dire et que l'on doit les écouter avec respect et que l'on a toujours quelque chose à tirer de l'expression d'une culture, fût-elle celle d'une toute petite minorité.

QUESTION - Est-ce que vous acceptez, Monsieur le Président, que dans le monde où nous vivons l'Europe n'a pas encore pesé de tout son poids. Je ne parle pas simplement sur le plan diplomatique et politique, mais également sur le plan économique. En d'autres termes, on a encore et toujours la preuve que le modèle américain marche mieux que le modèle européen ?

LE PRESIDENT - Cela représente plusieurs questions. Dans l'état actuel des choses, le modèle américain est plus efficace que le modèle européen, si on l'analyse en termes de croissance, c'est évident. Et l'Europe serait bien inspirée d'engager une action pour accélérer sa croissance. Cela suppose également qu'elle soit consciente de ses faiblesses dans le domaine en particulier de la démographie et de la situation des jeunes dans le monde de demain.

L'une des raisons pour laquelle les Etats-Unis sont aujourd'hui plus compétitifs que l'Europe, c'est probablement le fait que les jeunes aux Etats-Unis ont une situation meilleure que les jeunes en Europe, tant en ce qui concerne le travail, l'emploi, qu'en ce qui concerne les revenus, les moyens. Et là nous avons un effort à faire. C'est d'ailleurs ce que je souhaite réaliser dans le cadre des réflexions qui ont lieu en ce moment au Conseil européen, et qui devront déboucher, sous présidence luxembourgeoise, dans quelques mois. Par conséquent, il y a de la part de l'Europe la nécessité d'une nouvelle impulsion. Je crois qu'elle peut la donner. Alors, les Américains ont naturellement une situation meilleure dans ce domaine pour beaucoup de raisons. Il y a également, je dirais, un risque, c'est que l'ampleur des déficits assumés par les Etats-Unis, déficit intérieur et déficit extérieur, est tout de même un élément, ou un danger, dont il faut également avoir conscience, et dont je suis sûr qu'ils ont conscience.

QUESTION - Si vous le permettez Monsieur le Président, nous fêtons les 100 ans de l'Entente cordiale, est-ce que vous pensez que les paroles de Charles de GAULLE à CHURCHILL au moment de la deuxième guerre mondiale, à savoir qu'en cas de désaccord entre les Etats-Unis et la France, la Grande-Bretagne prendrait toujours le parti des Etats-Unis, ces paroles sont-elles toujours d'actualité ?

LE PRESIDENT - Je n'en suis pas sûr du tout. L'histoire n'est jamais figée. Aujourd'hui, dans le cadre de ses excellentes relations avec les Etats-Unis ce qui est d'ailleurs tout à fait compréhensible et souhaitable, la Grande-Bretagne a fait des pas considérables en direction de l'Europe. Beaucoup d'Anglais sont conscients de l'importance que la Grande-Bretagne peut avoir demain en Europe. Ce qui suppose naturellement une association indiscutable et indiscutée, et qui ne suppose pas pour autant une rupture des liens avec les Etats-Unis. Vous allez comprendre que l'idée selon laquelle l'Europe se construisait contre les Etats-Unis est une idée absurde. On voit bien aujourd'hui le monde évoluer vers une situation, je dirai, multipolaire, personne ne peut contester le développement de la Chine, de l'Inde, de l'Europe élargie et qui s'élargira encore, de l'Amérique du nord bien entendu, et ces grands pôles du monde de demain devront bien avoir un mode de vie qui soit compatible avec les exigences de la paix et je l'espère de la démocratie, les deux allant ensemble d'ailleurs en général. Ce qui veut dire que les deux pôles qui ont les mêmes valeurs, c'est-à-dire l'Amérique et l'Europe ont par définition une vocation à s'entendre, non pas contre les autres grands pôles qui seront la planète de demain mais vis-à-vis de ces pôles pour marquer, en cas de tensions ou de problèmes qu'il y a un lien très fort entre

deux des principaux pôles du monde. Et ce lien, c'est le lien transatlantique.

C'est la raison pour laquelle toute idée selon laquelle l'Europe se construirait contre les Etats-Unis est une idée de polémiste, c'est une idée absurde, cela n'a pas de sens et cela n'a pas de réalité. Mais la construction de ces grands pôles suppose aussi qu'il y ait - et ceci viendra petit à petit et tout à fait normalement - une organisation internationale qui puisse régler l'ensemble des rapports entre ces grands pôles. Il faut un accord. Le monde étant ce qu'il est aujourd'hui et les capacités de destruction étant ce quelles sont aujourd'hui, les problèmes écologiques auxquels nous sommes confrontés étant ce qu'ils sont, il y a une nécessité absolue d'avoir une espèce de règle du jeu commune, qui soit acceptée par tous et mise en oeuvre par une organisation reconnue, c'est-à-dire l'ONU, une ONU probablement modernisée, transformée, adaptée, cela va de soi. Sur ces données de multilatéralisme et d'ONU renouvelée avec un rôle capital, de gardien de la paix et de la démocratie dans le monde, nous n'avons pas de divergence de vue avec nos amis britanniques.